

Jeudi 11 novembre 1971,
à 15 h 20

NEW YORK

Président : M. Narciso G. REYES (Philippines).

POINT 46 DE L'ORDRE DU JOUR

Identification des pays en voie de développement les moins
avancés : rapport du Secrétaire général (*fin*)

EXPLICATIONS DE VOTE

1. Mme OULD DADDAH (Mauritanie) a voté le matin en faveur de l'amendement malgache (A/C.2/L.1171/Rev.1), car il s'inscrit dans une optique de progrès. Selon elle, l'identification des pays en voie de développement les moins avancés est une question importante et le souci que manifeste l'amendement de raffiner les critères et d'adopter une approche par secteur économique est justifié.

2. Pour ce qui est des autres amendements, la délégation mauritanienne accepte les idées qui les ont dictés mais n'a pu voter en leur faveur, ayant voulu donner à l'amendement malgache toutes les chances d'aboutir dans les meilleurs délais.

3. La délégation mauritanienne a voté en faveur du projet de résolution présenté par le représentant du Soudan, car il permettra de commencer à donner suite aux suggestions proposées à la Deuxième Commission en faveur du développement.

4. Mme Ould Daddah réaffirme que la lutte contre le sous-développement doit bénéficier tant de l'aide bilatérale que de l'aide multilatérale, qui restent d'ailleurs toujours de portée limitée si les pays en voie de développement eux-mêmes ne consentent pas des sacrifices.

5. M. RASOLOMANANA (Madagascar) a voté en faveur de l'ensemble du document final, alors qu'il avait voté pour la première partie du vote et s'était abstenu sur la seconde.

6. La délégation malgache a voulu être solidaire de la Deuxième Commission en réitérant son acceptation de la liste des 25 pays considérés comme le noyau des pays en voie de développement les moins avancés. M. Rasolomanana voudrait considérer que le paragraphe 5 du dispositif sous-entend, parmi les nouveaux critères, le critère sectoriel mentionné dans l'amendement malgache.

7. M. CABEZAS (Equateur), tout en approuvant sur le fond le texte contenu dans le document A/C.2/L.1168/Rev.2, s'est abstenu lors du vote, car il considère que l'identification des pays en voie de développement les moins avancés doit être effectuée à l'intérieur des zones

géographiques. Il estime que l'on ne peut appliquer une recette unique pour lutter contre la pauvreté, de même que l'on ne peut utiliser les mêmes critères de caractère général pour identifier les pays en voie de développement les moins avancés de toutes les zones géographiques. Il signale au représentant du Soudan que, dans le cadre des groupes économiques de l'Amérique latine, certains pays en voie de développement ont obtenu des préférences économiques de la part d'autres pays de la même région.

8. A propos de l'observation formulée par le représentant de la France à la 1402^e séance, selon laquelle il n'est pas normal que les travaux de la Commission dépendent des décisions de la Conférence du Groupe des Soixante-Dix-Sept, M. Cabezas fait observer que cette réunion a été très importante pour les pays en voie de développement et qu'il entreprendra des consultations avec le Groupe des Soixante-Dix-Sept pour demander au Pérou s'il serait possible de faire distribuer les résolutions adoptées à Lima comme documents officiels de l'ONU.

9. M. SIBAJENE (Zambie) a voté en faveur du projet de résolution présenté par le Soudan car il est d'accord avec son principe. Cependant, il souhaite qu'à l'avenir on tienne compte, lors de la révision de la liste, du fait que la Zambie est un pays sans littoral et entouré de pays ennemis.

10. M. DE ALENCAR NETTO (Brésil) a voté en faveur des amendements présentés par la Colombie et la Trinité-et-Tobago, parce qu'ils couvrent des points figurant dans le texte du consensus adopté à Lima à propos des mesures à prendre en faveur des pays en voie de développement les moins avancés.

11. La délégation brésilienne s'est abstenue de voter sur les amendements présentés par Madagascar et le Guatemala, car ils sont incompatibles avec les dispositions du consensus adopté à Lima. C'est pour les mêmes raisons qu'elle a dû voter contre la deuxième partie de l'amendement kényen.

12. Mme NIKOI (Ghana) a voté en faveur de la première partie de l'amendement kényen, car il ne consigne que des faits qui sont reconnus par le Comité de la planification du développement et le Groupe d'experts. Elle pense d'ailleurs que la proposition kényenne complètera le projet de résolution présenté par le Soudan. C'est pour les mêmes raisons qu'elle a voté en faveur du projet d'amendement guatémaltèque contenu dans le document A/C.2/L.1175.

13. Si la délégation ghanéenne a voté en faveur de l'amendement de la Trinité-et-Tobago, c'est qu'il contient tous les éléments qui devraient orienter la révision des critères utilisés pour identifier les pays en voie de développement les moins avancés; de plus, la délégation ghanéenne

s'est sentie tenue d'approuver cet amendement pour une question de principe, car il s'agit de la reproduction d'un paragraphe du consensus, dont la formulation a demandé de grands efforts, à Genève comme à Lima, de la part du Groupe des Soixante-Dix-Sept.

14. Si la délégation ghanéenne s'est abstenue de voter sur l'amendement malgache (A/C.2/L.1171/Rev.1), c'est qu'elle estime qu'il se reflète quant au fond dans le document A/C.2/L.1168/Rev.2.

15. Elle s'est également abstenue sur l'amendement colombien (A/C.2/L.1169/Rev.1), le représentant du Soudan ayant expliqué que l'acceptation du principe de l'identification est différente de l'adoption de mesures.

16. Mme Nikoi accepte la liste des pays considérés comme les moins avancés, tout en estimant que cette liste doit être provisoire et que les critères utilisés sont susceptibles de révision. C'est pour toutes ces raisons qu'elle a voté de tout cœur en faveur du projet de résolution présenté par le Soudan.

17. M. MOLINA DUARTE (Venezuela) a voté en faveur des amendements présentés par la Colombie et la Trinité-et-Tobago parce qu'ils correspondent à l'attitude générale que la délégation vénézuélienne a adoptée au cours du débat général. Pour ce qui est de l'amendement kényen, M. Molina Duarte l'a appuyé dans sa première partie, car il exprime une opinion générale et ne porte que sur des faits réels. En revanche, il a voté contre la seconde partie de cet amendement, car il ne lui paraît pas essentiel de définir une échelle graduée en tenant compte du niveau de développement économique de chaque pays.

18. Si la délégation vénézuélienne s'est abstenue de voter sur la seconde partie du dispositif du projet de résolution contenu dans le document A/C.2/L.1168/Rev.2, ce n'est pas qu'elle s'oppose à l'action en faveur des pays en voie de développement les moins avancés, mais il lui semble que le projet de résolution doit être axé sur l'identification de ces pays et non sur les mesures d'action à prendre en leur faveur. Elle estime cependant que ce programme d'action est indispensable mais qu'avant tout des critères dynamiques et souples doivent être établis pour identifier les pays en voie de développement qui ont besoin d'une aide spéciale. C'est d'ailleurs dans cet esprit que M. Molina Duarte a voté en faveur de l'ensemble du projet de résolution.

19. M. HALÁSZ (Hongrie) a voté en faveur du projet de résolution car il permettra d'accélérer le développement économique, comme le prévoit la Stratégie pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, et aussi parce qu'il estime que ce texte tient parfaitement compte des besoins des pays en voie de développement les moins avancés.

20. M. FARHANG (Afghanistan) indique que si sa délégation a voté pour l'ensemble du texte, il ne faut pas en déduire qu'elle approuve les deux nouveaux alinéas du préambule ajoutés sur la proposition du Kenya. De l'avis de M. Farhang, ces amendements contredisent les dispositions du paragraphe 4 du dispositif de la résolution. Il est difficile

de considérer les critères comme inadéquats et d'approuver en même temps une liste fondée sur ces critères. Comme cette liste a été approuvée par le Conseil du commerce et du développement et par la réunion ministérielle du Groupe des Soixante-Dix-Sept à Lima, il faut espérer que cette contradiction entre les deux parties de la résolution sera éliminée en alignant le libellé du nouveau troisième alinéa du préambule avec celui du paragraphe 4 du dispositif de la résolution.

21. M. HOEUR LAY INN (République khmère) a voté en faveur du projet de résolution présenté par le Soudan, car il traite une question importante.

22. Il désire signaler que l'idée exprimée dans un passage du compte rendu analytique de la 1399^{ème} séance dépasse sa pensée. Certes, la dégradation économique de la République khmère est réelle et pourrait l'autoriser à demander ultérieurement son inclusion dans le noyau des pays en voie de développement les moins avancés, mais la République khmère ne demande pas à être inscrite dès à présent sur cette liste et n'est pas prête à le faire.

23. M. DELPREE-CRESPO (Guatemala) a voté en faveur des paragraphes 1 à 4 du dispositif du projet de résolution A/C.2/L.1168/Rev.2, car même si l'amendement présenté par la délégation guatémaltèque au paragraphe 4 du dispositif n'a pas été approuvé, il ne faisait que réaffirmer l'opinion contenue au paragraphe 69 du rapport du Comité de la planification du développement (E/4990) — rapport approuvé par la Deuxième Commission — selon laquelle cette liste doit être considérée comme provisoire. En outre, au paragraphe 5 de la résolution en question, on parle explicitement de la possibilité de modifier la liste de ces pays aussitôt que possible.

24. La délégation guatémaltèque s'est abstenue de voter sur les paragraphes 5 à 9 du dispositif, parce que l'amendement proposé par la délégation colombienne et celui présenté par la représentante de la Trinité-et-Tobago n'ont pas été acceptés. Selon M. Delprée-Crespo, les amendements de la délégation colombienne contiennent deux éléments très importants, à savoir que les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés doivent être considérées comme complémentaires des mesures générales applicables à tous les pays en voie de développement et que ces mesures ne doivent pas porter préjudice aux intérêts d'autres pays en voie de développement. L'aide spéciale à fournir aux pays relativement défavorisés doit être le fruit d'un effort extraordinaire de la part de la communauté internationale.

25. Pour ce qui est de l'amendement présenté par la représentante de la Trinité-et-Tobago, il semble très important à la délégation guatémaltèque parce qu'il ne se contente pas de se référer à la possibilité de modifier la liste des pays en voie de développement les moins avancés, mais il introduit aussi un concept nouveau, à savoir l'élaboration de critères en vue d'identifier ces pays à l'intérieur d'une région géographique donnée, en tenant compte de l'existence de secteurs d'importance majeure et critique.

26. La délégation guatémaltèque a voté en faveur du projet de résolution considéré, malgré ses défauts et ses lacunes, parce qu'elle est pleinement consciente que les 25

pays mentionnés dans la liste sont défavorisés et ont besoin d'urgence d'une aide supplémentaire de la part de la communauté internationale. Cependant, désigner moins d'un cinquième des Membres de l'ONU comme pays en voie de développement les moins avancés, c'est refuser de voir les choses telles qu'elles sont. En fait, à l'exception des pays qui sont en train d'effectuer leur "décollage" économique, le reste des pays en voie de développement sont des pays relativement désavantagés.

27. M. AL-SAMMAN (République arabe syrienne) appuie fermement le fond de l'amendement colombien, qui a particulièrement retenu l'attention de la délégation syrienne. Cependant, comme le projet de résolution considéré portait uniquement sur l'identification des pays en voie de développement les moins avancés et non sur les mesures à prendre en leur faveur, la délégation syrienne a jugé inopportun d'incorporer cet amendement et a donc voté contre lui.

28. M. Al-Samman s'associe à l'Egypte et à la Haute-Volta qui ont formulé des réserves à propos de l'insertion des pays dépendants dans la liste des pays en voie de développement, car ce sont les puissances administrantes et non l'ONU qui en sont responsables.

29. M. BRADLEY (Argentine) fait observer que le projet de résolution a posé de sérieuses difficultés à sa délégation, car il révèle un déséquilibre entre les critères destinés à identifier les pays en voie de développement les moins avancés et les dispositions à prendre par la suite. C'est pour remédier à ce déséquilibre que la délégation argentine a voté en faveur des amendements présentés par la Colombie, Madagascar, la Trinité-et-Tobago, ainsi qu'en faveur de la première partie de l'amendement kényen.

30. Pour ce qui est du projet de résolution lui-même, M. Bradley a voté en faveur des paragraphes 1 à 4 du dispositif, mais s'est abstenu sur les paragraphes 5 à 9 en raison du déséquilibre mentionné. Cependant, il a voté en faveur de l'ensemble du texte, car il estime que les 25 pays inscrits sur la liste des pays en voie de développement les moins avancés méritent un traitement de type préférentiel.

31. M. JOSEPH (Australie) dit que sa délégation a été heureuse de voter pour le projet de résolution car l'Australie appuie le principe selon lequel les pays en voie de développement les moins avancés doivent être identifiés afin de permettre à la communauté internationale de leur fournir l'aide nécessaire. Toutefois, la délégation australienne estime qu'il est nécessaire qu'elle explique son vote, notamment en ce qui concerne le paragraphe 5 de la résolution qui prévoit un examen des critères utilisés pour établir la liste des pays en voie de développement les moins avancés, liste qui pourrait donc être modifiée. A cet égard, le Gouvernement australien estime qu'il faut tenir compte de trois facteurs : premièrement, les pays qui sont relativement désavantagés dans un contexte régional; deuxièmement, les pays qui sont relativement désavantagés dans un contexte sectoriel; troisièmement, les territoires non autonomes. En ce qui concerne les deux premiers points, le Comité de la planification du développement, le Groupe d'experts de la CNUCED et plus récemment la Conférence de Lima ont reconnu le bien-fondé de cette optique.

L'Australie a donc regretté que les amendements dont les auteurs proposaient d'incorporer ces idées dans la résolution n'aient pas été acceptés par les auteurs. La délégation australienne espère encore qu'au moment de réexaminer les critères le Comité de la planification du développement s'attachera à définir quels sont les pays en voie de développement les moins avancés dans un contexte régional ou sectoriel. Malgré l'opinion exprimée par la délégation soudanaise, il n'est pas sûr que l'on puisse définir en pratique les divers aspects du sous-développement des pays les moins avancés de la manière qu'elle a proposée. Il se peut que les mesures qu'on pourrait prendre pour aider les pays les moins avancés soient aussi les plus appropriées en ce qui concerne l'assistance à fournir aux pays les moins avancés sur le plan régional. D'autre part, il sera difficile, dans tel domaine particulier, de réserver un traitement de faveur au noyau des pays les moins avancés sans tenir compte des intérêts sectoriels d'autres pays en voie de développement qui pourraient en pâtir. Tel est particulièrement le cas des accords relatifs aux produits de base pour lesquels il est visiblement nécessaire de tenir compte avant tout des intérêts des pays en voie de développement qui sont essentiellement tributaires de la vente de ces produits de base.

32. La délégation australienne estime que, en dehors du noyau des pays les moins avancés, il y en a d'autres qui peuvent entrer dans cette catégorie en ce qui concerne les mesures définies à prendre ou dans un contexte géographique donné. Il faut donc mettre au point des critères et déterminer quels sont les pays relativement désavantagés dans un contexte régional ou sectoriel. Pour ce qui est des territoires dépendants, la délégation australienne estime qu'ils devraient recevoir un traitement aussi favorable que les pays en voie de développement les moins avancés, notamment en ce qui concerne les accords internationaux sur les produits de base. Certes, le bien-être économique des territoires dépendants est avant tout la responsabilité de la Puissance administrante, mais il importe également que cette dernière fasse en sorte que leur cas soit étudié par les instances internationales. L'Organisation des Nations Unies a prouvé qu'elle est soucieuse de l'avenir politique des peuples des territoires dépendants. Elle devrait donc se préoccuper tout autant du bien-être économique des peuples de ces territoires. En fait, plus ces territoires progresseront sur le plan économique, plus ils seront en mesure d'accéder à l'indépendance politique, lorsqu'ils en jugeront le moment venu. En ce qui concerne le Papua et la Nouvelle-Guinée, l'Australie pense que ces territoires chercheront à obtenir une autonomie complète sur le plan intérieur pendant la période 1972-1976. Une fois ce but atteint, ils ne devraient pas tarder à accéder à l'indépendance.

33. En résumé, tout en se félicitant des dispositions de la résolution qui vient d'être adoptée, la délégation australienne estime que l'on doit la considérer non pas comme une fin en soi, mais plutôt comme le début d'un processus qui rendra plus efficace l'aide internationale au développement.

34. M. NTAKABANYURA (Burundi), en tant qu'auteur de la résolution adoptée, se félicite du résultat du vote, car il assurera le progrès des pays en voie de développement les

moins avancés. S'il est opposé à tous les amendements, c'est qu'ils risquaient d'amoindrir ou d'annuler la portée du projet de résolution. Pour ce qui est de la première partie de l'amendement kényen, le représentant du Burundi aurait préféré un meilleur libellé du texte français.

35. M. RODRÍGUEZ (Panama) est en accord avec le but du projet de résolution pour ce qui est de l'identification des pays en voie de développement les moins avancés et l'adoption de mesures en leur faveur. Il considère que l'aide doit être dynamique et ne pas porter préjudice aux intérêts d'autres pays en voie de développement.

36. De même que de nombreux pays d'Amérique latine, le Panama, a tenu compte, pour le vote de chaque partie, des décisions de la Conférence du Groupe des Soixante-Dix-Sept à Lima.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social [chapitres III à VII, VIII (sections A à E), IX à XIV, XXI et XXII] (suite*) [A/8403, A/C.2/L.1148/Add.1, A/C.2/L.1148/Rev.1, A/C.2/L.1165]

37. Le PRÉSIDENT annonce que le nom du Rwanda a été omis par inadvertance de la liste des auteurs, dans le texte français, du projet de résolution A/C.2/L.1148/Rev.1.

38. Mme THORSSON (Suède) dit que le paragraphe 3 du projet de résolution bénéficie d'ores et déjà d'un large appui. Elle rappelle que la Stratégie internationale du développement a assigné à l'Organisation une fonction clef en ce qui concerne l'assistance au développement sur le terrain, en particulier l'assistance aux pays en voie de développement les moins avancés. A cet égard, elle rappelle le paragraphe 56 de la Stratégie. Contrairement à d'autres, ce paragraphe n'a fait l'objet d'aucune réserve lors de l'élaboration de la Stratégie. En conséquence, les Membres de l'Organisation doivent maintenant honorer les engagements qu'ils ont pris aux termes de ce paragraphe. Ceux qui s'opposeraient au projet de résolution feraient donc preuve d'inconséquence en s'opposant à ce que les ressources nécessaires soient allouées à cette fin à l'Organisation. Mme Thorsson demande que le vote sur le projet de résolution ait lieu par appel nominal.

39. M. GUPTA (Inde) fait siennes les observations formulées par la représentante de la Suède. Dans la matinée, la Commission a adopté, à une majorité massive, le projet de résolution A/C.2/L.1168/Rev.2 sur l'identification des pays en voie de développement les moins avancés et la logique exige que le projet de résolution A/C.2/L.1148/Rev.1 obtienne la même majorité. Un certain nombre de délégations s'opposent à ce projet de résolution au nom de la prudence. Or, au paragraphe 249 de l'introduction à son rapport annuel (A/8401/Add.1 et Corr.1), le Secrétaire général dit que "l'action des commissions économiques a été restreinte jusqu'ici par des budgets limités. Il est donc heureux que, sur la recommandation du Conseil économique et social, l'Assemblée générale doive examiner à sa

vingt-sixième session la possibilité d'ajouter au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies un chapitre distinct prévoyant un système unifié de services consultatifs régionaux et sous-régionaux". Le Secrétaire général attache donc une grande importance à cette question et il n'y a pas lieu de faire preuve de l'extrême prudence préconisée par certaines délégations. M. Gupta demande que chaque vote séparé sur ce projet de résolution ait lieu par appel nominal.

40. M. McCARTHY (Royaume-Uni) estime que les opinions que viennent d'exprimer les représentants de la Suède et de l'Inde procèdent d'une conception plutôt étroite de la question. En fait, il ne s'agit pas de décider ou non de verser des ressources supplémentaires à l'Organisation mais bien plutôt de décider quel en sera le destinataire, et il est légitime que les gouvernements s'intéressent avant tout aux programmes pour lesquels ils ont versé des contributions volontaires. A entendre les représentants de la Suède et de l'Inde, il semblerait que le PNUD n'existe pas.

41. M. ZAGORIN (Etats-Unis d'Amérique) partage le point de vue du représentant du Royaume-Uni. Sa délégation s'oppose à l'augmentation envisagée au budget ordinaire pour l'assistance technique. Sa position ne signifie pas qu'elle s'oppose à l'expansion des services consultatifs aux pays les moins développés sous forme de contributions volontaires, mais il s'agit de reconnaître la crise financière de l'Organisation s'agissant du budget ordinaire. S'il est adopté, ce projet de résolution posera un problème supplémentaire aux organes chargés d'examiner le budget. S'il est procédé à des votes séparés sur les paragraphes du dispositif, la délégation des Etats-Unis votera négativement dans chaque cas, et contre l'ensemble du texte.

42. M. VIAUD (France) ne croit pas qu'il n'existe qu'une seule manière pour les gouvernements de manifester un esprit de coopération en matière d'assistance au développement. Il est normal qu'il y ait des différences notables entre les diverses politiques d'assistance; lors de l'élaboration de la Stratégie, on a estimé que toutes ces politiques étaient valables et qu'elles concouraient aux objectifs de cette stratégie. Il est légitime pour un gouvernement de s'opposer à certains mécanismes d'assistance qui peuvent ne pas être acceptables pour lui, compte tenu du programme d'assistance qu'il poursuit depuis plusieurs années. La délégation française soutient depuis plus de 10 ans que l'assistance multilatérale doit être financée dans le cadre de programmes volontaires et non par les budgets d'administration des organisations internationales. Elle se verra donc dans l'obligation de voter contre le paragraphe 3 du projet de résolution. Toutefois, afin de montrer qu'il n'y a aucune contradiction entre cette attitude et le fait de favoriser les pays en voie de développement les moins avancés, M. Viaud dit qu'il pourrait voter pour le paragraphe 3 s'il était remplacé par le paragraphe suivant :

"Invite le Conseil d'administration du PNUD à prélever sur les ressources prévisibles pour la période 1972-1976 un montant annuel égal à celui qui sera transféré aux commissions économiques régionales conformément aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus et à l'ajouter à la réserve du Programme créée pour faire face aux besoins spéciaux des pays les moins avancés et à ceux des pays frappés par des catastrophes naturelles."

* Reprise des débats de la 1400ème séance.

A cet égard, le représentant de la France rappelle qu'il a insisté au Conseil d'administration du PNUD pour que soit augmenté le montant annuel de la réserve destinée à faire face aux catastrophes naturelles, qui est actuellement de 9 millions de dollars, alors que l'Inde et la Suède s'y sont opposées. Il faut reconstituer les ressources du PNUD en même temps que celles du budget ordinaire de l'Organisation. Selon M. Viaud, cette proposition témoigne d'une conception concrète des possibilités de l'Organisation ainsi que des besoins des pays en voie de développement les moins avancés.

43. Mme THORSSON (Suède) déclare que la position de sa délégation est due à sa conviction que les dispositions du projet de résolution constituent en fait une obligation de l'Organisation vis-à-vis des pays en voie de développement les moins avancés. Cette conviction est également exprimée au paragraphe 75 du rapport du Comité de la planification du développement (E/4990). Les activités d'assistance technique de l'Organisation ne doivent pas être exclusivement tributaires des ressources volontaires car, comme chacun sait, celles-ci ne sont pas toujours assurées. La suggestion du représentant de la France n'est donc pas acceptable.

44. M. JOSEPH (Australie) dit que, en ce qui concerne la première partie de la résolution, il estime comme ses auteurs qu'il est désirable de décentraliser les activités de l'ONU et de renforcer les services consultatifs des commissions économiques régionales. Il ne pense pas qu'il soit nécessaire de prévoir à cette fin un chapitre séparé dans le budget de l'ONU. De l'avis de M. Joseph, il importe que les activités d'assistance technique de l'ONU continuent à être financées principalement par le PNUD. Compte tenu de ces considérations, la délégation australienne s'abstiendra lors du vote sur le paragraphe 1 du dispositif. Par contre, à la suite de la déclaration du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales selon laquelle le paragraphe 2 du dispositif consacre simplement une situation de fait, elle pourra voter pour son adoption.

45. Toutefois, la délégation australienne est opposée au paragraphe 3 du dispositif. A l'origine, elle hésitait à cet égard, mais les arguments présentés au cours des débats à ce sujet, notamment par le représentant du Royaume-Uni, l'ont convaincue. C'est le PNUD plutôt que le budget ordinaire qui devrait bénéficier de toute contribution supplémentaire. La délégation australienne n'a pas été convaincue par les explications fournies par le représentant de l'Inde en octobre pour qui le programme ordinaire d'assistance technique représente, de la part de la communauté mondiale, un engagement d'appliquer les dispositions du paragraphe 3 de l'Article premier ainsi que de l'Article 55 de la Charte. La délégation australienne ne peut accepter qu'on fasse une distinction entre cette manière de procéder et les contributions volontaires au PNUD.

46. En dehors de ce fait, il faut tenir compte des incidences importantes de la deuxième partie du dispositif de la résolution sur les finances de l'ONU. Un certain nombre des pays qui fournissent les contributions les plus importantes au budget de l'ONU ont lancé un appel à la Commission afin qu'elle reporte l'adoption de la résolution jusqu'à ce que l'on trouve la possibilité d'effectuer des

économies au titre VI du budget, afin de financer les activités prévues dans la deuxième partie actuelle du dispositif de la résolution. Il est regrettable que la Deuxième Commission n'ait pas tenu compte de cet appel. Le mois dernier, à la 1436ème séance de la Cinquième Commission, l'ancien Président de l'Assemblée générale, M. Hambro, faisant état des efforts qu'il a déployés pour réduire le déficit de l'ONU, a lancé un appel aux Membres pour qu'ils évitent d'adopter des mesures qui pourraient accroître ce déficit. La délégation australienne pense que l'adoption de la deuxième partie du dispositif de la résolution aura précisément cet effet. En conséquence, l'Australie votera contre l'adoption de la deuxième partie du texte, mais elle s'abstiendra en fin de compte lors du vote sur l'ensemble du projet.

47. M. RUTTEN (Pays-Bas) déplore que soient combinées dans le projet de résolution deux questions qui devraient être envisagées séparément. Il s'agit dans les paragraphes 1 et 2 du dispositif de renforcer les services consultatifs régionaux et sous-régionaux; la délégation néerlandaise est favorable à ce renforcement. En revanche, elle est opposée au paragraphe 3 du dispositif car le renforcement des ressources consacrées à l'assistance technique devrait être obtenu grâce aux contributions volontaires versées au titre de la programmation par pays des pays en voie de développement les moins avancés, et non par le biais des budgets des commissions économiques régionales. Les dispositions de ce paragraphe risquent de susciter un problème financier qui ne pourra que nuire à ces activités d'assistance technique. Toutefois, compte tenu de l'importance qu'elle attache aux activités d'assistance technique régionale, la délégation néerlandaise votera pour l'ensemble du projet de résolution. Ce vote ne devrait pas être interprété comme une approbation du financement prévu au paragraphe 3 du dispositif.

48. M. GUPTA (Inde) approuve sans réserve les observations de la représentante de la Suède. Il fait observer au représentant de la France que sa proposition tend à modifier le mode de fonctionnement du PNUD. Par ailleurs, il ne voit aucune relation entre la proposition du représentant de la France, qui a trait au PNUD, et le projet de résolution. Les dispositions du projet de résolution représentent un engagement à l'égard de l'un des aspects les plus importants des activités de l'Organisation. M. Gupta ne nie pas que les activités d'assistance technique doivent être financées au moyen de contributions volontaires. Il en a toujours été ainsi et il en sera toujours ainsi. Le montant demandé dans le projet de résolution est purement symbolique.

49. M. MUELLER (Autriche) reconnaît pleinement l'importance des services consultatifs régionaux et sous-régionaux ainsi que le rôle actif que jouent les commissions économiques régionales. Il votera pour le paragraphe 1 du projet de résolution. Il votera également pour le paragraphe 2 à la lumière des observations que le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a faites à ce sujet. Quant au paragraphe 3, le Gouvernement autrichien a toujours été très attentif aux besoins spéciaux des pays en voie de développement les moins avancés, et M. Mueller estime que le projet de résolution qui a été adopté dans la matinée sur leur

identification constitue la base nécessaire pour réaliser des progrès dans ce domaine. Toutefois, il n'est pas approprié de demander des fonds supplémentaires pour un programme qui n'a pas encore été défini. La délégation autrichienne votera pour l'ensemble du projet de résolution étant entendu que de plus amples renseignements devront être fournis aux organes responsables de l'établissement du budget.

50. M. ILONIEMI (Finlande) déclare qu'il ne peut appuyer le paragraphe du projet de résolution, vu la crise financière où se débat l'Organisation; l'un des meilleurs services que l'on puisse rendre à celle-ci est de rétablir sa solvabilité et sa crédibilité. Il votera néanmoins pour l'ensemble du projet de résolution mais s'abstiendra lors du vote sur le troisième paragraphe.

51. M. RANKIN (Canada) s'associe aux observations du représentant des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de l'Australie. Le principe dont s'inspire ce projet de résolution est accepté par tous et il reconnaît la sincérité de la conviction de la représentante de la Suède. Cependant, étant donné la crise financière de l'Organisation, il ne serait pas raisonnable d'ajouter une charge supplémentaire à son budget. Il s'agit de faire preuve d'une certaine clairvoyance. Cette nouvelle charge budgétaire pourrait sonner le glas de l'Organisation. M. Rankin prie instamment les auteurs du projet de résolution d'examiner la situation dans son ensemble en tenant compte de la gravité de la situation financière de l'Organisation. Il souligne que cette situation est dramatique et il invite les auteurs à retirer leur projet de résolution, car il importe actuellement de consolider les bases mêmes de l'Organisation avant de chercher à en perfectionner la structure. Il suggère donc que la séance soit suspendue afin que les auteurs se consultent en vue d'envisager le retrait du projet de résolution.

52. M. CARANICAS (Grèce) est également d'avis que tout le monde est partisan des services consultatifs régionaux et sous-régionaux, en particulier à l'intention des pays les moins développés. Toutefois, après avoir entendu les observations des représentants des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de l'Australie, du Canada et de la France, il n'est pas convaincu par les arguments des représentants de la Suède et de l'Inde. Il estime, comme le représentant du Canada, que la séance devrait être suspendue pour que les auteurs du projet de résolution puissent se consulter. Le représentant de la Grèce est opposé au paragraphe 3 du projet de résolution. En conséquence, contrairement au représentant des Pays-Bas, il estime que la logique exige qu'il vote contre l'ensemble du projet de résolution.

53. M. BRADLEY (Argentine) a des doutes au sujet du paragraphe 3 du projet de résolution, étant donné les complications budgétaires qu'il implique. Néanmoins, la délégation argentine a voté pour le projet de résolution sur l'identification des pays en voie de développement les moins avancés et l'orientation de l'action à entreprendre en faveur de ces pays; elle estime que le projet de résolution A/C.2/L.1148/Rev.1 devrait logiquement bénéficier du même appui. En conséquence, elle votera pour chaque paragraphe et pour l'ensemble du projet de résolution.

54. Le PRÉSIDENT rappelle que l'examen de la question avait déjà été différé à l'initiative de la représentante de la

Suède en vue de donner aux auteurs du projet de résolution initial la possibilité d'élaborer un texte sur lequel il serait possible d'arriver à un consensus. Cela étant, à moins qu'un des auteurs du projet de résolution à l'examen ne propose une suspension de séance, il décidera de mettre ce texte immédiatement aux voix.

55. M. O'RIORDAN (Irlande), rappelant que sa délégation figure sur la liste des auteurs du projet de résolution, souligne la nécessité de donner l'appui financier nécessaire aux services consultatifs régionaux et sous-régionaux; étant donné l'augmentation constante des coûts, ne pas augmenter les ressources reviendrait à réduire ces services. Le représentant de l'Irlande fait observer que les difficultés budgétaires auxquelles l'Organisation se heurte actuellement ne sont pas dues aux programmes de ce genre mais au fait que certains Etats Membres refusent de payer leurs contributions au titre des opérations de maintien de la paix. Le représentant de l'Irlande attire en outre l'attention sur le fait que, depuis plusieurs années déjà, le Conseil de sécurité renouvelle régulièrement le mandat de la Force des Nations Unies à Chypre — à laquelle participe un contingent de troupes irlandaises — sans pour autant en assurer le financement.

56. Le représentant de l'Irlande estime que ce serait faire preuve de cynisme que de refuser d'ouvrir les crédits nécessaires pour des activités extrêmement utiles.

57. Le PRÉSIDENT invitant la Commission à se prononcer sur le projet de résolution A/C.2/L.1148/Rev.1, rappelle que le représentant de la Nouvelle-Zélande a demandé qu'il soit procédé à un vote séparé sur le paragraphe 3, et le représentant du Canada sur les paragraphes 1 et 2 du dispositif.

Sur la demande du représentant de l'Inde, il est procédé au vote par appel nominal sur le paragraphe 1 du dispositif.

L'appel commence par la République Dominicaine, dont le nom a été tiré au sort par le Président.

Votent pour : République Dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Ethiopie, Fidji, Finlande, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyane, Honduras, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Israël, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Laos, Liban, Lesotho, Libéria, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mauritanie, Mexique, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, République démocratique populaire du Yémen, République populaire du Congo, Pérou, Philippines, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Singapour, Espagne, Soudan, Souaziland, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Afghanistan, Algérie, Argentine, Autriche, Bahreïn, Barbade, Bhoutan, Bolivie, Brésil, Birmanie, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Ceylan, Chili, Colombie, Cuba, Chypre, Dahomey, Danemark.

Votent contre : République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques,

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchécoslovaquie.

S'abstiennent : France, Hongrie, Mongolie, Pologne, Afrique du Sud, Australie, Belgique, Canada.

Par 92 voix contre 7, avec 8 abstentions, le paragraphe 1 du dispositif est adopté.

Sur la demande du représentant de l'Inde, il est procédé au vote par appel nominal sur le paragraphe 2 du dispositif.

L'appel commence par la Norvège, dont le nom a été tiré au sort par le Président.

Votent pour : Norvège, Oman, Pakistan, Panama, République démocratique populaire du Yémen, République populaire du Congo, Pérou, Philippines, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Singapour, Espagne, Soudan, Souaziland, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Afghanistan, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Bahreïn, Barbade, Bhoutan, Bolivie, Brésil, Birmanie, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Ceylan, Chili, Colombie, Cuba, Chypre, Dahomey, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Ethiopie, Fidji, Finlande, Ghana, Guatemala, Guinée, Guyane, Honduras, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Israël, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Laos, Liban, Lesotho, Libéria, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Mauritanie, Mexique, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Nigéria.

Votent contre : Pologne, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchécoslovaquie, France, Hongrie.

S'abstiennent : Afrique du Sud, Belgique, Canada, Grèce, Mongolie.

Par 93 voix contre 10, avec 5 abstentions, le paragraphe 2 du dispositif est adopté.

Sur la demande du représentant de l'Inde, il est procédé au vote par appel nominal sur le paragraphe 3 du dispositif.

L'appel commence par l'Algérie, dont le nom a été tiré au sort par le Président.

Votent pour : Algérie, Argentine, Bahreïn, Barbade, Bhoutan, Bolivie, Brésil, Birmanie, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Ceylan, Chili, Colombie, Cuba, Chypre, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Ethiopie, Ghana, Guinée, Guyane, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Israël, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Laos, Liban, Lesotho, Libéria, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Mauritanie, Mexique, Maroc, Népal, Nigéria, Norvège,

Oman, Pakistan, Panama, République démocratique populaire du Yémen, République populaire du Congo, Pérou, Philippines, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Singapour, Soudan, Souaziland, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Afghanistan.

Votent contre : Australie, Belgique, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Tchécoslovaquie, France, Grèce, Hongrie, Mongolie, Nouvelle-Zélande, Pologne, Afrique du Sud, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Autriche, Dahomey, Fidji, Finlande, Honduras, Islande, Italie, Japon, Pays-Bas, Nicaragua, Roumanie, Espagne.

Par 78 voix contre 17, avec 12 abstentions, le paragraphe 3 du dispositif est adopté.

58. Le PRÉSIDENT met aux voix l'ensemble du projet de résolution.

Par 88 voix contre 13, avec 5 abstentions, l'ensemble du projet de résolution est adopté.

59. M. FINNSSON (Islande), faisant observer que l'attitude de sa délégation — qui a voté en faveur des paragraphes 1 et 2 mais s'est abstenue sur le paragraphe 3 du dispositif — peut paraître illogique du fait que l'Islande figure parmi les auteurs de la résolution, précise que le nom de son pays n'est apparu sur la liste des auteurs que par suite d'une erreur typographique.

POINT 44 DE L'ORDRE DU JOUR

Activités opérationnelles pour le développement : rapports du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (*suite**) [A/8399, A/8403, chap. VIII, sect. A, B, C et D; E/4954, E/5043/Rev.1] :

a) Programme des Nations Unies pour le développement (A/C.2/L.1146/Rev.2, A/C.2/L.1153, A/C.2/L.1154/Rev.4, A/C.2/L.1158/Rev.1, A/C.2/L.1160, A/C.2/L.1161/Rev.1, A/C.2/L.1162/Rev.1, A/C.2/L.1164/Rev.1, A/C.2/L.1177 à L.1179);

b) Fonds d'équipement des Nations Unies;

c) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général;

d) Programme des Volontaires des Nations Unies

60. Le PRÉSIDENT informe la Commission que la Yougoslavie désire ajouter son nom sur la liste des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1146/Rev.2 et que la Barbade a retiré son amendement (A/C.2/L.1160).

61. Outre le projet de résolution A/C.2/L.1146/Rev.2 et l'amendement A/C.2/L.1153, la Commission est saisie des amendements A/C.2/L.1177 et L.1178.

* Reprise des débats de la 1399ème séance.

62. M. BRADLEY (Argentine), présentant au nom des auteurs l'amendement A/C.2/L.1177, indique que cet amendement a pour objet d'établir un équilibre entre les différentes régions géographiques et de corriger une omission.

63. M. Bradley rappelle que quelques pays d'Amérique latine figuraient parmi les auteurs du projet de résolution original A/C.2/L.1146. Toutefois, ce projet avait suscité des difficultés en matière tant de forme que de répartition des sièges. L'élaboration d'un texte révisé s'imposait dès lors mais, n'ayant pas reçu à temps les instructions nécessaires de leur gouvernement, les pays d'Amérique latine qui figuraient parmi les auteurs du projet de résolution initial n'ont pas été en mesure de figurer sur la liste des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1146/Rev.1. Ayant entre-temps reçu les instructions voulues, les représentants de l'Argentine, de la Bolivie, de la Colombie, de la Jamaïque, du Pérou et du Venezuela sont en mesure de présenter un amendement au projet de résolution révisé publié sous la cote A/C.2/L.1146/Rev.2, qui a pour objet de revenir au texte du projet de résolution A/C.2/L.1146/Rev.1.

64. Soulignant la nécessité d'assurer une meilleure représentation des trois régions auxquelles appartiennent les pays en voie de développement, le représentant de l'Argentine attire l'attention sur le fait que le PNUD est appelé à augmenter sans cesse le volume de ses activités en faveur des pays en voie de développement et que, de ce fait, il convient de donner une base plus large au Conseil d'administration en tenant compte de l'augmentation, depuis la création du PNUD, du nombre des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, tant en Afrique qu'en Asie et en Amérique latine. C'est à cette fin que les auteurs de l'amendement proposent de porter à 51 le nombre des membres du Conseil d'administration et de répartir les sièges selon le principe de la répartition géographique équitable, principe qui a toujours été appliqué et qui doit être également applicable non seulement au PNUD mais aussi à tout organe qui viendrait à être créé.

65. M. LACKO (Tchécoslovaquie), présentant au nom des auteurs l'amendement A/C.2/L.1178, attire l'attention sur une petite erreur de caractère technique qui s'est glissée dans le texte; il s'agit de supprimer, à la première ligne de l'amendement, le mot "Membres". Ainsi que M. Lacko le fait observer, le projet de résolution A/C.2/L.1146/Rev.2 ne tient pas compte du principe de l'universalité que la délégation tchécoslovaque s'efforce précisément d'introduire au sein de l'Organisation des Nations Unies. Or, il importe tout particulièrement que le PNUD soit fondé sur ce principe pour que tous les Etats aient la possibilité de participer au Programme. M. Lacko exprime l'espoir que l'amendement qu'il présente recueillera un très large appui.

66. M. RANKIN (Canada) présente un amendement (A/C.2/L.1179) consistant à ajouter au dispositif du projet de résolution A/C.2/L.1146/Rev.2 un nouveau paragraphe 3.

67. M. ASHTAL (République démocratique populaire du Yémen) et M. KHALIL (Egypte), indiquent que leurs délégations respectives ont voulu figurer sur la liste des auteurs de l'amendement A/C.2/L.1178, cet amendement

ayant pour objet de traduire dans la réalité le principe de l'universalité, principe qui est conforme à la Charte. En outre, il importe sur le plan pratique de donner à certains grands pays la possibilité de participer aux activités du PNUD.

68. Le PRÉSIDENT informe la Commission qu'elle est saisie du projet de résolution A/C.2/L.1154/Rev.4, portant sur la capacité du système des Nations Unies pour le développement. Les délégations de la Trinité-et-Tobago et de l'Egypte ont retiré leurs amendements respectifs (A/C.2/L.1159/Rev.1 et A/C.2/L.1167). En outre, la délégation du Pakistan a décidé de ne pas insister pour que soit adopté l'amendement oral qu'elle avait présenté à la 1398ème séance.

69. Outre le projet de résolution A/C.2/L.1154/Rev.4, la Commission reste donc saisie des amendements des Philippines (A/C.2/L.1158/Rev.1), de la Barbade (A/C.2/L.1161/Rev.1), du Royaume-Uni (A/C.2/L.1162/Rev.1) et des Pays-Bas (A/C.2/L.1164/Rev.1).

70. M. BRITO (Brésil), présentant au nom des auteurs le projet de résolution A/C.2/L.1154/Rev.4, fait observer que les auteurs ont tenu compte dans ce nouveau texte de plusieurs amendements qui avaient été proposés au texte précédent.

71. Ainsi, ils ont ajouté un onzième alinéa au préambule pour inclure dans le texte une idée très opportune qui avait été présentée à une séance antérieure.

72. Reprenant une autre suggestion, les auteurs ont fondu au paragraphe 1 du dispositif le texte des anciens paragraphes 1 et 7 aux fins de mieux ordonner les idées.

73. Au paragraphe 3 du dispositif, les auteurs ont estimé utile de préciser leur pensée en ajoutant, à la première et à la deuxième ligne, les mots "dans le cadre de l'étude d'ensemble devant être entreprise". En outre, à la fin du même paragraphe, ils ont ajouté un membre de phrase tendant à ce que le Conseil d'administration accorde une importance particulière, dans des conditions équitables, aux intérêts et tâches prioritaires de tous les pays en voie de développement membres des commissions économiques régionales et du BESNUB, en particulier des moins avancés d'entre ces pays.

74. En ce qui concerne le paragraphe 6 du dispositif, M. Brito désire y apporter oralement une petite modification consistant à supprimer, à la première ligne, les mots "le Conseil d'administration du". En outre, pour éviter toute confusion, M. Brito indique qu'à la quatrième ligne du texte anglais le mot "*relieve*" doit être remplacé par le mot "*exempt*".

75. Quant au paragraphe 7 du dispositif, M. Brito indique qu'il convient de supprimer, à la première ligne, les mots "d'autre part" qui, dans le nouveau texte révisé, n'ont plus de raison d'être.

76. M. VERCELES (Philippines) exprime le regret que les auteurs du projet de résolution n'aient pas retenu son amendement A/C.2/L.1158/Rev.1, cet amendement

tendant seulement à réaffirmer une nécessité déjà énoncée dans le consensus. Or, si l'on examine attentivement le projet de résolution lui-même, on ne peut manquer de constater que, pour la plus grande part, il se borne à reprendre des dispositions du consensus.

77. Toutefois, pour donner une preuve de plus de la bonne volonté que sa délégation a toujours manifestée, le représentant des Philippines indique qu'il n'insistera pas pour que son amendement soit adopté.

78. Afin qu'il en soit fait état dans le compte rendu analytique de la séance, le représentant des Philippines tient toutefois à expliquer les raisons pour lesquelles sa délégation avait proposé l'amendement en question. La délégation philippine estime en effet que, dans l'établissement des programmes multinationaux, le Conseil d'administration ne fait pas une place suffisamment large à l'Asie. Ainsi, selon le rapport du Conseil sur sa onzième session (E/4954), sur 18 projets régionaux, deux seulement se rapportent à l'Asie et, selon le rapport sur la douzième session (G/5043/Rev.1), sur 12 projets régionaux, un seul a trait à l'Asie. De même, dans les chiffres indicatifs de planification figurant à l'annexe IV du rapport sur la onzième session, l'Asie et

l'Extrême-Orient ne bénéficient pas d'une part équitable des montants affectés aux projets régionaux; en effet, alors que 22 p. 100 seulement du montant total des affectations de crédits sont attribués à l'Asie et à l'Extrême-Orient, 35 p. 100 de ces ressources sont octroyés à l'Afrique et 34 p. 100 aux Amériques. Le représentant des Philippines exprime l'espoir que l'Asie bénéficiera d'un traitement plus équitable dans les répartitions futures des montants affectés aux projets régionaux.

79. M. CLARKE (Barbade) rappelle que, lorsqu'il avait présenté son amendement A/C.2/L.1161/Rev.1 au projet de résolution A/C.2/L.1154/Rev.2, il avait déjà exposé les raisons qui le justifiaient à ses yeux. Toutefois, étant donné les difficultés qu'il a suscitées, M. Clarke annonce que sa délégation le retire. Il tient néanmoins à remercier les représentants qui ont appuyé son point de vue, et tout particulièrement les représentants du Royaume-Uni et de la Haute-Volta qui ont manifesté l'intention de l'appuyer au sein d'autres organes. En outre, M. Clarke se félicite que le Groupe des Soixante-Dix-Sept ait reconnu à la Conférence de Lima la nécessité d'accorder une importance particulière aux très petits pays en voie de développement.

La séance est levée à 18 h 35.